

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/La-France-face-a-ses>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°30 > **La France face à ses responsabilités**

1er mars 2006

La France face à ses responsabilités

La Commission d'enquête sur les conséquences des essais aériens français en Polynésie mise en place en juillet 2005 par l'Assemblée de la Polynésie française a rendu son rapport mardi 24 janvier 2006, dix ans après le dernier essai effectué à Fangataufa le 27 janvier 1996.

Dans leur rapport, les élus polynésiens apportent les preuves que les 46 expériences aériennes qui se sont déroulées de 1966 à 1974 ont, à chaque tir, provoqué des retombées radioactives sur l'ensemble des archipels habités de la Polynésie, contrairement à ce qu'ont toujours affirmé les autorités militaires françaises.

Le ministère de la Défense qui se targue aujourd'hui d'une volonté de transparence a refusé tout contact et toute collaboration avec la Commission d'enquête. Pour répondre à ce silence officiel, la Commission d'enquête a décidé de contribuer par elle-même à la transparence sur les essais nucléaires aériens. Grâce à des contributions indépendantes, la Commission publie vingt-cinq documents militaires secrets des années 1966 et 1967 dans leur version intégrale. Ces documents démontrent à l'évidence que non seulement les autorités militaires ont menti sur la réalité des retombées radioactives, mais qu'elles ont, par ordre, intimé le silence sur les dangers auxquels ont été exposés les habitants des îles et atolls proches de Moruroa.

Les élus polynésiens considèrent aujourd'hui que leur population a été sciemment abandonnée aux retombées radioactives des explosions nucléaires que les militaires affirmaient maîtriser. Les graves problèmes de santé – cancers de la thyroïde, leucémies et autres cancers – que subissent aujourd'hui les Polynésiens doivent être examinés au regard de ces risques inconsidérés auxquels ils ont été exposés.

La Commission d'enquête qui a auditionné plus de trente-cinq personnalités des mondes politique, médical ou professionnel, consulté de nombreux rapports médicaux et reçus de nombreux courriers estime que certaines promesses de développement faites aux élus polynésiens en contrepartie des essais nucléaires n'ont pas été honorées. Aujourd'hui, le développement durable de la Polynésie reste encore à réaliser.

Les élus de l'Assemblée de Polynésie française recommandent au gouvernement de M. Oscar Temaru

de poursuivre sa propre analyse de trente ans d'essais nucléaires et de mettre en œuvre des moyens pour qu'un suivi sanitaire des anciens travailleurs de Moruroa et des populations des îles proches des anciens sites d'essais soit assuré. Ils recommandent qu'une concertation entre le gouvernement de la Polynésie française et les autorités de l'Etat français soit organisée pour tenter de résoudre dans la vérité et la justice le contentieux des essais nucléaires.

<https://www.obsarm.org/>